



HAL
open science

**Du syndicalisme révolutionnaire chez Michelin à la tête
du syndicat des ingénieurs FO. Biographie de Pierre
Bernard**
Eric Panthou

► **To cite this version:**

Eric Panthou. Du syndicalisme révolutionnaire chez Michelin à la tête du syndicat des ingénieurs FO. Biographie de Pierre Bernard. 2016. hal-01273808

HAL Id: hal-01273808

<https://uca.hal.science/hal-01273808>

Preprint submitted on 14 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Du syndicalisme révolutionnaire chez Michelin à la tête du syndicat des ingénieurs FO. Biographie de Pierre Bernard

Mots clés : Société Michelin, Syndicalisme, CGT, CGT-FO, France, 1939-1944, mouvements de résistance, Parti socialiste ouvrier et paysan, Pivertisme, Front populaire, Déportation, Dachau, Prisonniers politiques, Syndicalisme révolutionnaire.

Cet article constitue la version longue d'une notice biographique réalisée pour le Maitron, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*.

Mis en ligne le 2 janvier 2016.

<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article140575>

Ingénieur ; salarié Michelin ; membre du PSOP ; condamné politique d'octobre 1939 à octobre 1941 ; Résistant dans le groupe *L'Insurgé* ; déporté à Dachau ; syndicaliste CGT puis Force ouvrière (FO) parmi les ingénieurs et cadres de la métallurgie.

A travers les 12 ans de l'activité politique et syndicale de Pierre Bernard retracées ici, nous croisons un pan d'histoire de la tumultueuse Fédération des techniciens avant guerre et des relations difficiles entre les dirigeants syndicaux appartenant au PCF et les militants se reconnaissant dans le syndicalisme révolutionnaire.

Pierre Bernard est né le 20 janvier 1903 à Saint-Claude dans le Jura¹. Son père était négociant, sa mère était au foyer. Il s'est marié une première fois en 1924 à Paris puis en 1932 à Magny-les-Hameaux (Seine-et-Oise) avec Berthe Lheureux². Il est ingénieur. Salarié chez Michelin, il est le fondateur à l'été 1936 du syndicat des techniciens et employés d'industrie (Région du Centre) à Clermont-Ferrand. Les membres du syndicat présents dans les différentes entreprises, notamment chez Michelin, sont directement affiliés à la fédération des techniciens CGT. Chez le fabricant de pneumatiques, ils créent une section mais refusent de rejoindre le syndicat

¹. Livre Mémorial. Fondation pour la mémoire de la déportation. [en ligne] consulté le 1er septembre 2015. <http://www.bddm.org/liv/recherche.php>

². Extrait de l'acte de naissance de Pierre Bernard. Service état civil commune de Saint-Claude (Jura).

d'industrie constitué de la section ouvrière et de la section des agents de maîtrise, technique et dessinateurs.

Ce choix s'explique d'abord par des raisons politiques. Cette fédération des techniciens est celle où l'influence des militants trotskystes, pivertistes ou syndicalistes révolutionnaires fut la plus importante dans cette période du Front populaire. Elle fut la seule fédération à maintenir une orientation "lutte de classes" pendant ces années³. Ceci suscita la grande hostilité des autres dirigeants syndicaux, en particulier ceux appartenant au PC, comme ceux de la fédération des produits chimiques et du syndicat unique des produits chimiques clermontois en particulier. Le rattachement direct des sections syndicales à la fédération des techniciens permettait donc d'éviter une main-mise du syndicat des produits chimiques sur les syndiqués techniciens.

Pierre Bernard n'était pas trotskyste mais pivertiste, bientôt membre du Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, fondé en 1938⁴. Le courant dirigé par Marceau Pivert au sein de la SFIO représente environ 10% des mandats au congrès départemental du Puy-de-Dôme de 1937⁵.

De la création du syndicat jusqu'à ce qu'il soit arrêté en octobre 1939, Pierre Bernard déploie une activité militante importante. Il signe très régulièrement les communiqués du syndicat des techniciens, il participe aux instances de l'UD CGT. Il œuvra aussi à faire reconnaître son syndicat afin qu'il participe aux discussions avec le patronat sur la convention collective.

Salarié Michelin, il appartient à une entreprise qui a connu des bouleversements en 1936. Celle-ci connaît ses premières grèves depuis 1920 et deux occupations d'usines tandis que la CGT passe en quelques mois de 200 syndiqués -agissant clandestinement- à près de 7000. Ceci traumatisa durablement la direction de l'entreprise. Pierre Bernard est le témoin privilégié du rôle décisif joué par une partie de cette direction et de l'encadrement dans la création et l'essor d'un groupe d'autodéfense au sein des usines, groupe dont une fraction constitua le noyau local de la Cagoule entre 1936 et fin 1937⁶. Bernard fait alors appel après septembre 1936 au secrétaire de la CGT des ouvriers Michelin pour mieux découvrir l'essor de ce groupe clandestin. «À l'époque, les divergences entre les orientations syndicales paraissaient

³. PIERRE BROUÉ et NICOLE DOREY, "Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938)", *Le Mouvement social*, n°54, janvier-mars 1966, p. 132.

⁴. JACQUES KERGOAT, *Marceau Pivert : socialiste de gauche*, Paris, La Découverte, 1994, p. 195.

⁵. ERIC PANTHOU, *L'année 1936 dans le Puy-de-Dôme*, Paris, Centre d'Histoire sociale, de recherches, de formation et de documentation de la Fédération de l'Education Nationale, 1995, p. 226.

⁶. PIERRE BERNARD, "La Cagoule clermontoise", *L'Action Sociale*, Organe de l'Union des Cercles d'Études Syndicalistes du 4 décembre 1948, n°44, page 1.

laisser place encore à la collaboration contre les dangers communs » déclare Pierre Bernard, preuve que dès sa création, le syndicat des techniciens Michelin a entretenu des relations conflictuelles avec le syndicat ouvrier.

La situation se tend un peu plus dès 1937. Selon le secrétaire du syndicat des produits chimique, Henri Verde, dans un rapport destiné à une conférence nationale de la CGT caoutchouc, les adhérents de la section des techniciens sont des adeptes d'une «gymnastique révolutionnaire, qui nous couperait d'une partie du prolétariat en lançant les travailleurs dans une aventure »⁷. Il s'agit là du discours typique des dirigeants politiques et syndicaux du PCF envers les trotskystes ou les pivertistes. La rupture n'est pourtant pas totale. Les 3 sections syndicales disposent d'un journal unique et les techniciens interviennent régulièrement dans les assemblées ouvrières⁸. Mais lors de l'assemblée générale des 7000 syndiqués ouvriers Michelin en janvier 1938, le secrétaire de la section ouvrière, Robert Marchadier, regrette publiquement l'absence de Pierre Bernard et le fait qu'ici, contrairement à Paris, les techniciens n'aient pas tous rejoints la fédération d'industrie⁹.

Le 30 janvier 1938, Pierre Bernard met en garde les techniciens car la clé du local syndical a disparu et des documents "ont cessé d'exister" (sic). «La plus extrême circonspection est le mot d'ordre dans les circonstances actuelles, devant les attaques convergentes dont nous sommes l'objet» ajoute-t-il. Il demande la plus grande prudence face à documents du syndicat ne portant pas la signature manuscrite d'un responsable¹⁰. Il craint visiblement une provocation et demande en même temps à Verde de dénoncer publiquement ce vol qui porterait justement sur 3 documents concernant la controverse techniciens-ouvriers¹¹. Verde répond que selon lui il s'agit d'une "histoire inventée de toutes pièces" et qu'il serait nécessaire que Bernard fasse un nouveau communiqué retirant ses insinuations¹². Au contraire, le 31 janvier, Pierre Bernard laisse entendre que le coup vient de l'intérieur et que ce n'est pas la première fois qu'on pénètre dans leur local. Une enquête interne est réclamée auprès de l'Union Locale CGT de Clermont-Ferrand¹³.

⁷. Fonds Henri Verde. Archives de la CGT Michelin à Clermont-Ferrand (dorénavant Fonds Verde) : Rapport présenté à la Conférence du caoutchouc des 27 et 28 juin 1937, à Paris, p. 9-10.

⁸. ERIC PANTHOU, "La CGT chez Michelin sous le Front populaire à la lumière des archives de Robert Marchadier et d'Henri Verde", in VINCENT FLAURAUD et Nathalie Ponsard (éd.), *Histoire et mémoire des mouvements syndicaux au XX^e siècle : Enjeux et héritages*, Nancy, éditions Arbre bleu, 2013, p. 177.

⁹. *La Montagne*, 17 janvier 1938, p. 6.

¹⁰. *La Montagne*, 30 janvier 1938, p. 4.

¹¹. Fonds Verde : lettre du secrétaire des Techniciens et Employés d'Industrie, Pierre Bernard, à Henri Verde, le 29 janvier 1938.

¹². Fonds Verde : Verde à Bernard, le 31 janvier 1938.

¹³. *La Montagne*, 31 janvier 1938.

Le 22 février 1938, Pierre Bernard diffuse un communiqué dénonçant sa mise en cause auprès des techniciens de la Basse-Seine pour les propos qu'il aurait soi-disant tenus lors d'un discours tenu à Clermont-Ferrand. Il dit que le dossier de cette affaire est consultable à la permanence du syndicat¹⁴.

Début août, le Comité de coordination de la branche des collaborateurs des industries chimiques écrit à Bernard pour initier une réunion avec les techniciens et éviter les mésententes et errements passés ayant nuis à la discussion et l'application de la convention collective des collaborateurs du caoutchouc¹⁵.

Plus que des désaccords profonds affichés sur l'orientation syndicale à mener, il semble que l'hostilité de la direction du syndicat des produits chimiques au syndicat des techniciens soit davantage due à l'appartenance politique de son secrétaire, membre de la gauche de la SFIO puis du PSOP.

Membre du Comité interdépartemental de l'Union des syndicats ouvriers du Puy-de-Dôme et de la Haute-Loire, Pierre Bernard y joue un rôle actif durant le Front populaire, intervenant fréquemment, présidant même l'instance le 7 mars 1939. Il participe au congrès confédéral de Nantes en novembre 1938. A la suite de la grève générale du 30 novembre 1938, qui a pourtant été un succès local grâce aux piquets de grève et à la discipline ouvrière, il émet des critiques sur l'opportunité de cette grève lancée par la direction nationale. Il regrette qu'on ait affirmé à tort que les usines Michelin étaient réquisitionnées après le 30 novembre, empêchant une grève de solidarité envers les lock-outés, nombreux dans la région¹⁶. Il juge cependant que la base n'était pas prête à cette grève, développant ici une analyse similaire à celle de la frange de la CGT hostile au courant communiste, menée par Belin et le journal *Syndicats*.

Le 17 février 1939, ayant été éliminé des procédures engagées dans l'arbitrage en faveur d'une demande de la CGT d'un réajustement des salaires des ouvriers et des collaborateurs, le syndicat des techniciens décline toute responsabilité dans la teneur de la sentence. Verde, au nom du Syndicat des Produits chimiques écrit à Bernard, lui reprochant de faire le jeu du patronat par ses propos de division et le tenant responsable en cas de rejet du recours déposé par la CGT¹⁷.

¹⁴. *Ibid.*, 22 février 1938.

¹⁵. Fonds Verde : Le secrétaire du Comité de coordination de la branche des collaborateurs des Industries chimiques, F. Drieu, à Pierre Bernard, le 4 août 1938.

¹⁶. *Ibid.* : PV du Comité interdépartemental du 19 février 1939.

¹⁷. *Ibid.* : Lettre de H. Verde à Monsieur le Secrétaire du Syndicat des Techniciens, le 21 février 1939.

Bernard, dans un article après-guerre, affirme avoir dès le congrès de janvier 1939 de son syndicat annoncé la prochaine signature du pacte germano-soviétique¹⁸, pacte dont il dénonce les conséquences inévitables, dont la guerre, au moment où il est signé¹⁹.

En juillet 1939, Henri Verde, écrit à la Fédération nationale des industries chimiques, accusant Pierre Bernard de continuer “son œuvre d’essai de désagrégation de la section Collaborateurs Michelin”, en faisant chaque jour passer des articles démagogiques sur le journal²⁰. Il reproche entre autre à Bernard d’avoir initié un *Comité pour la défense des congés payés des collaborateurs* suite à la décision de Michelin de ne plus faire récupérer le 15 août. S’inspirant de la ligne du Front unique, Bernard avait justifié la création de ce comité par le fait qu’il se voulait une structure plus large que le syndicat pour pouvoir atteindre l’ensemble des collaborateurs disséminés dans 5 organisations syndicales différentes. Le 4 août, la section Michelin du syndicat des techniciens déclare que des “insinuations et injures redoublent contre lui” tandis qu’un communiqué du Comité regrette le sabotage dont a été l’objet sa revendication sur les congés payés²¹.

Verde dans sa lettre à la fédération demande “s’il faut dénoncer publiquement le rôle malfaisant que joue Bernard envers notre organisation [].” Cette lettre fait suite à la participation de Verde et Marchadier à la réunion du conseil syndical de la section Collaborateurs Michelin où ils ont fustigé l’attitude de Bernard devant les adhérents de son syndicat. Quelques jours plus tard, Bernard signe une “Mise au point” dans laquelle il rappelle que sa fédération ne cherche pas à désagréger les syndicat CGT d’industrie et qu’elle lutte depuis toujours contre les syndicats jaunes et le patronat²², mise au point répondant certainement aux calomnies diffusées par la CGT Michelin.

Ces tensions furent indirectement à l’origine de la perquisition du local du syndicat le 4 octobre 1939 puis à l’arrestation et l’incarcération de Pierre Bernard, deux jours plus tard. Pierre Bernard affirme que son arrestation fait suite à sa probable dénonciation par un militant communiste à l’Union locale CGT de Clermont-Ferrand²³.

S’il avait pris ouvertement position récemment au sein de l’UD pour condamner les poursuites contre les communistes, Bernard était connu pour ses divergences fondamentales avec le syndicat CGT des ouvriers Michelin. Il est pourtant inculpé pour reconstitution d’organisme de la IIIe Internationale et incarcéré. Lors de la

¹⁸. PIERRE BERNARD, “Le Pain, La paix, la Liberté. Trois prisons”, *La Révolution prolétarienne*, n°328, juin 1949.

¹⁹. PIERRE BERNARD, “La Cagoule clermontoise”, *L’Action Sociale*, n°45, 11 décembre 1948, p. 1.

²⁰. Fonds Verde : Lettre d’Henri Verde à la Fédération nationale des industries chimiques, le 31 juillet 1939.

²¹. *La Montagne*, 4 août 1939.

²². *La Montagne*, 11 août 1939.

²³. PIERRE BERNARD, “Le Pain, La paix... », art. cit.

perquisition au local du syndicat, la police a trouvé quelques revues et textes parmi lesquels la brochure *La Guerre menace* et surtout la résolution prise par la CA fédérale, condamnant le pacte germano-soviétique. Lors du procès, devant l'inanité évidente de l'accusation -le document de base condamnant justement le pacte signé à Moscou et l'inculpation de manœuvre communiste disparaissant-, il fallait trouver un autre chef de poursuites. Ce fut, sur les mêmes pièces, celui de détention de documents « d'inspiration étrangère ». Et le 17 mai 1940, le tribunal militaire devait le condamner à trois ans de prison, parce que la brochure *La Guerre menace* surestimait la puissance allemande et devait avoir pour but de saper le moral français²⁴.

Dans un témoignage publié dans *La Révolution prolétarienne* en 1949, Pierre Bernard déclare à propos de ses conditions de détention dans la prison de Clermont-Ferrand où il passa quelques mois : «La vérité m'oblige à dire que, même sans régime politique, elle fut pour moi des plus supportables». Son article est surtout l'occasion de dénoncer chez les dirigeants de l'UD CGT de la Loire, incarcérés peu après lui, la totale absence de solidarité avec les emprisonnés non communistes, qu'ils soient de droit commun ou politiques²⁵. En juin 1940, il est évacué sur la vieille et «dégoûtante» prison municipale de Riom. Pierre Bernard constate que les dirigeants et militants communistes à ses côtés, avant de «dénoncer la bourgeoisie capitularde « suite à l'armistice, étaient unanimement favorables à la victoire allemande contre les Anglais et soutenaient inconditionnellement l'accord germano-soviétique. Il exprime crûment son rejet d'une telle orientation et de tels revirements.

Peu de temps après, il est transféré à la Centrale de Riom. Il la décrit comme la pire en France : interdiction de parler, nourriture infecte et insuffisante, fréquence des sanctions et même tortures -pas pour lui- suite aux décisions du Prétoire, le «tribunal» interne.

Pierre Bernard dénonce la mainmise des militants communistes sur les postes clés qui leur confèrent des avantages qui atténuent la dureté des conditions d'emprisonnement. Il travaille à un atelier confectionnant des objets funéraires de l'hiver 1940 au printemps 1941, la période la plus dure de son incarcération où il va souffrir terriblement de malnutrition et du froid, passant de 98 à 48 kilos. Au printemps 1941, il réussit enfin à se faire admettre à l'infirmerie, pouvant se reposer, se réchauffer et lire, tout en continuant à côtoyer la mort autour de lui. Il écrira après guerre que de ces années d'emprisonnement, il revint avec une santé altérée, plus que ne le feront les camps allemands²⁶.

²⁴ *Ibidem*

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ Pierre Bernard, «La Cagoule clermontoise», *L'Action Sociale*, n°45, 11 décembre 1948, p. 1 ; «J'ai reçu une lettre très longue de Pierre BERNARD dont parlait Galtier-Boissière dans son *Crapouillot*.

Grâce à l'intervention d'amis à l'extérieur, il est mis en liberté conditionnelle deux ans jours pour jour après son arrestation²⁷.

Dès son retour à Clermont-Ferrand le soir même, il reprend contact avec Raymond Perrier, secrétaire de l'UD CGT du Puy-de-Dôme qui, suivant les consignes de Jouhaux, a maintenu l'activité de l'UD jusqu'à la mise en application de la Charte du Travail et ce tout en participant dès l'été 1941 à l'essor du réseau résistant *Libération sud*²⁸.

Pierre Bernard parvient à regrouper quelques anciens syndicalistes Michelin autour de lui, et c'est par hasard -sa femme a loué aux Martinet une chambre- qu'il rencontre et bientôt sympathise avec Gilles Martinet, le futur secrétaire national du PSU et du PS, alors jeune journaliste ayant quitté le PCF en 1938. Ils constatent qu'ils partagent la même opinion sur le régime de Vichy mais aussi le même rejet de la soumission totale des dirigeants du PCF au pacte germano-soviétique²⁹. Ensemble, sans doute courant 1942, ils décident de publier un bulletin ronéotypé, le *Bulletin ouvrier*, diffusé dans le Puy-de-Dôme, L'Allier, la Haute-Loire et la Loire³⁰. Fin 1942, Martinet est mis en relation avec un représentant du groupe *l'Insurgé*. Celui-ci a été créé à Lyon par d'anciens du PSOP. Le groupe intègre à sa direction des socialistes et prend des positions parfois distinctes de Marceau Pivert, notamment en reconnaissant l'URSS comme État ouvrier ou en défendant l'importance de la lutte armée³¹. S'il fut d'abord et avant tout influent en région lyonnaise, grâce aux contacts renoués avec d'ancien du PSOP il s'étend dans d'autres régions comme le Languedoc, le Var, Toulouse mais aussi Clermont-Ferrand³². Dès 1943, le groupe clermontois adhère à *l'Insurgé* et Martinet devient l'un des principaux éditorialistes du journal du groupe qui s'appelle aussi *L'Insurgé*. Le journal se prononce pour une révolution prolétarienne, dénonçant ainsi ceux qui comme la direction du PCF, rejettent ce mot d'ordre au nom du fait que

C'est lui qui disait qu'il était mieux à Dachau que dans les prisons françaises. Il ajoute que Michelet était un bon copain." Lettre d'Albert Paraz à Paul Rassinier, 21 mars 1951. Archives Paul Rassinier. Merci à Dominique Abalain, auteur du site *Les Pacifistes de plomb* [<https://tinpacifists.wordpress.com/>], consacré à Paul Rassinier, pour m'avoir communiquée cette référence.

²⁷ Pierre Bernard, "Le Pain, La paix, la Liberté. Trois prisons", *op.cit.*

²⁸ Eric Panthou, "Des militants syndicaux dans les années noires", in Nathalie Ponsard, sous la dir. de, *Le syndicalisme dans le Puy-de-Dôme de 1864 à 2011*, Clermont-Ferrand, Conseil général du Puy-de-Dôme, 2011, p. 45-54.

²⁹ Gilles Martinet, *L'observateur engagé*, Paris, éd. J-C. Lattès, 2004, p. 55.

³⁰ *Mémorial de l'insurgé*, témoignages et documents rassemblés par Marie-Gabriel Fugère, Lyon, Imprimerie nouvelle lyonnaise, 1968, p. 57.

³¹ Jacques Kergoat, *op.cit.*, p. 194-195.

³² Célian Faure, *Les socialistes rhodaniens sous l'occupation (1940-1944)*, mémoire de fin d'études de l'Institut d'Études Politiques de Lyon, 2003.

selon eux la révolution ne pourrait se faire sans les classes moyennes et la paysannerie³³.

Ses membres attachent une grande importance au travail syndical, diffusent des tracts dans les usines et appellent à la grève contre le STO³⁴. Ils diffusent aussi à partir du n°15 de *L'Insurgé* le journal clandestin *Le Peuple Syndicaliste* fondé par les militants CGT. On retrouve dans le n°10 de *L'Insurgé*³⁵, de novembre 1942, une brève concernant un débrayage aux usines Michelin de Clermont-Ferrand, tandis que le n°16 apporte des explications détaillées sur des incidents survenus entre francs-tireurs et gendarmes dans le Puy-de-Dôme. Dans le n°21, des sabotages sont signalés à l'atelier de réparation de la gare de Clermont-Ferrand. Selon Gilles Martinet, *L'Insurgé* était diffusé à 600 exemplaires sur Clermont-Ferrand par le biais de trois groupes : celui de *Bulletin ouvrier*, les membres de *Franc-Tireur* et ceux du *Mouvement Ouvrier Français*, contactés par Pierre Bernard³⁶. Le MOF a été créé et été dirigé par Raymond Perrier, l'homme qui l'avait accueilli à sa sortie de prison et qu'il connaissait bien comme secrétaire de l'UD CGT du Puy-de-Dôme, depuis 1936. Le MOF représentait le mouvement syndical dans la Résistance. Ainsi, en juin 1943, *Le Peuple syndicaliste*, dont Pierre Bernard a rédigé plusieurs articles (« Unité syndicale, démocratie syndicale » et « Réajustement des salaires, augmentation des rations alimentaires »), salue la naissance du MOF dans son numéro 8. *L'Insurgé* va se spécialiser dans la réalisation des faux papiers grâce au concours d'un graveur du groupe de Clermont-Ferrand, lui-même ancien du PSOP³⁷. A partir de 1943, la répression s'abat sur différents groupes. Le journal paraît jusqu'à la Libération, le groupe clermontois prenant désormais une part déterminante dans sa rédaction, en particulier Martinet³⁸. L'orientation du journal évolue. « En se situant dans la gauche de l'union nationale, mais en son sein, *L'Insurgé* rejette la perspective d'une organisation politique indépendante fondée sur un programme révolutionnaire » écrit Jean-Paul Joubert³⁹.

Outre son action au sein de *L'Insurgé*, Pierre Bernard déclare dans son dossier pour obtenir le titre de déporté avoir été membre du réseau de renseignement "Alibi" depuis juillet 1943⁴⁰. Ce réseau avait vu son poste de commandement implanté en Auvergne

³³ *L'Insurgé*, n°23, 3ème année.

³⁴ Célian Faure, *op.cit.*

³⁵ *L'Insurgé*, n°10, novembre 1942, page 2. [en ligne] consulté le 12 juillet 2015.

³⁶ *Mémorial de l'insurgé*, *op.cit.*, p. 58-59.

³⁷ Jacques Kergoat, *op.cit.*, p. 194.

³⁸ Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 229-230.

³⁹ *Ibid.*, p. 232-233.

⁴⁰ Attestation d'appartenance aux FFC (réseau Alibi) datée du 21/04/1948, signée du lieutenant Colonel de Dionne. Dossier Pierre Bernard pour l'obtention du titre de "déporté résistant", *op.cit.*

courant 1942 et classé par le Ministère des anciens combattants après guerre parmi les Forces Françaises Combattantes.

Et c'est pour son action au sein du groupe Alibi qu'il est arrêté par la Police de sûreté et des services de sécurité (Sipo-SD) -administrée par la Gestapo- ⁴¹ le 15 mai 1944 à Royat. Suite à sa sortie de prison, il n'avait pas été réembauché chez Michelin mais trouve du travail aux Laboratoires Radioélectriques. Il est arrêté au sein des locaux, à Royat, à l'occasion d'une opération qu'il menait pour la radio du réseau Alibi, en conjonction avec le réseau de résistance des PTT⁴². 17 salariés de l'entreprise, dont le fondateur Mario Nikis, qui avait quitté ses locaux de Puteaux pour Clermont-Ferrand dès 1940, sont également arrêtés ce 15 mai. Ils ont été dénoncés alors que l'entreprise aidait les MUR depuis 1943 en leur fournissant leurs premiers postes émetteurs⁴³. C'est quelques semaines plus tard, fin août 1944, que seront diffusées les premières émissions de "Radio FFI", à Royat, grâce à un émetteur confectionné au sein des Laboratoires Radioélectriques⁴⁴.

Le groupe clermontois de *l'Insurgé* est au même moment décimé par la répression début 1944, Gilles Martinet parvenant pour sa part à s'enfuir vers Paris.

Pierre Bernard est interné à la prison du 92^e Régiment d'Infanterie à Clermont-Ferrand, puis transféré le 15 juin au camp de Compiègne (mle 41150). Il est déporté le 2 juillet à Dachau ("Train de la Mort") ; il y est enregistré le 5 juillet 1944 sous le n°76499. Il est transféré le 15 août 1944 à Allach où il est libéré le 30 avril 1945. Il est rapatrié le 13 mai 1945 par Strasbourg⁴⁵. Il aura été déporté plus de dix mois.

Curieusement, dans son dossier de demande du statut de déporté résistant, Pierre Bernard ne fait aucune allusion à son engagement dans le groupe *L'Insurgé* ou au groupe clermontois diffusant *Le Bulletin ouvrier*. Peut-être est-ce dû au fait que dans le dossier doivent figurer uniquement les causes déterminantes de l'arrestation. Dans sa demande, il déclare avoir été arrêté pour son appartenance à un réseau des Forces Françaises Combattantes, pour avoir été chargé de l'entretien du matériel de transmission de ce réseau, pour avoir collaboré à la fourniture de matériel radioélectrique à la Résistance-PTT et enfin pour avoir fabriqué et entretenu et réparé du matériel radio⁴⁶.

⁴¹ Dossier Pierre Bernard pour l'obtention du titre de "déporté résistant", *op.cit.*

⁴² *ibidem*

⁴³ Gilles Lévy, Francis Cordet, *A nous Auvergne !*, Paris, Presses de la Cité, 1981, p. 184.

⁴⁴ Histoire de la radio en Auvergne [en ligne], consulté le 24 octobre 2015.

http://100ansderadio.free.fr/HistoiredelaRadio/_Auvergne/1944.html

⁴⁵ Dossier Pierre Bernard pour l'obtention du titre de "déporté résistant", *op.cit.*, p. 3

⁴⁶ *ibidem*, p. 5.

Après la Libération, Pierre Bernard quitte Clermont-Ferrand et rejoint la région parisienne⁴⁷. Il devient alors le principal dirigeant, avec René Richard, du Syndicat national des ingénieurs et cadres de la Métallurgie – SNICM-CGT. Ce dernier opta très majoritairement, le 4 janvier 1948, en faveur de l’adhésion à FO⁴⁸. En tant que secrétaire du Syndicat, il est l’un des principaux initiateurs du Congrès fondateur de la Confédération générale du Travail Force Ouvrière des 12 et 13 avril 1948. Il semble alors plutôt proche de l’Union des cercles d’études syndicalistes (UCES), l’un des 4 courants fondateurs de FO. L’UCES a été impulsée par des cadres issus de la fédération des Ingénieurs et Techniciens, dissoute par la CGT en mars 1945. Ce courant se réclamant du syndicalisme révolutionnaire -Pierre Bernard écrivit dans *La Révolution prolétarienne* de Pierre Monatte-, est surtout hostile à un réformisme sans idéal. “Fasciné par le modèle fordiste à l’américaine, il prône la cogestion”⁴⁹ tout en manifestant son hostilité au courant dirigé par le PCF au sein de la CGT.

Pierre Bernard fut le premier secrétaire général de la FNIC-FO (Fédération nationale des ingénieurs et cadres supérieurs) dont le congrès constitutif eut lieu le 21 mars 1948. Mais il ne resta que peu de temps en fonction et ce fut René Richard qui lui succéda⁵⁰.

A cette période, il fait paraître plusieurs articles, pour la plupart consacrés à ses souvenirs, mais dans l’un d’entre eux, il expose sa vision de l’organisation des grèves. Il y défend le principe du vote à bulletin secret pour décider de leur déclenchement. Pour lui, obtenir le vote à main levée pour une grève est facile mais sans le consentement réel des salariés, l’échec peut être au bout, notamment pour la bonne tenue des piquets de grève et pour convaincre les non-grévistes. Il juge les occupations efficaces mais archaïques et pouvant dresser l’opinion publique contre les grévistes, notamment en période de pénurie comme après-guerre. Il défend “l’occupation gestionnaire” c’est-à-dire la poursuite du travail mais au service de la population, citant l’exemple d’une grève du métro, ouvert à tous gratuitement.

Ainsi, conclut-il, les camarades “auront en mains une arme qui conduira, beaucoup plus sûrement que par les émeutes et les sabotages à la Gustave Hervé [] à la révolution, c’est-à-dire au remplacement de l’ordre de choses actuel par un ordre plus juste, plus humain et plus efficace. Et non au remplacement dans le même mécanisme d’une équipe de profiteurs par une autre.”

⁴⁷ Il demeure à Colombes en 1951. *Ibidem*, p. 1.

⁴⁸ Louis Botella, “Bernard Pierre (FO)”, Notice du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, [en ligne], consultée le 11 juillet 2015.

⁴⁹ Guillaume Davranche, “1948 : Les anarchistes rejoignent à regret la CGT-FO”, *Alternative libertaire*, n°172, 2008. [consulté en ligne le 11 juillet 2015] <http://www.alternativelibertaire.org/?1948-Les-anarchistes-rejoignent-a.2846>

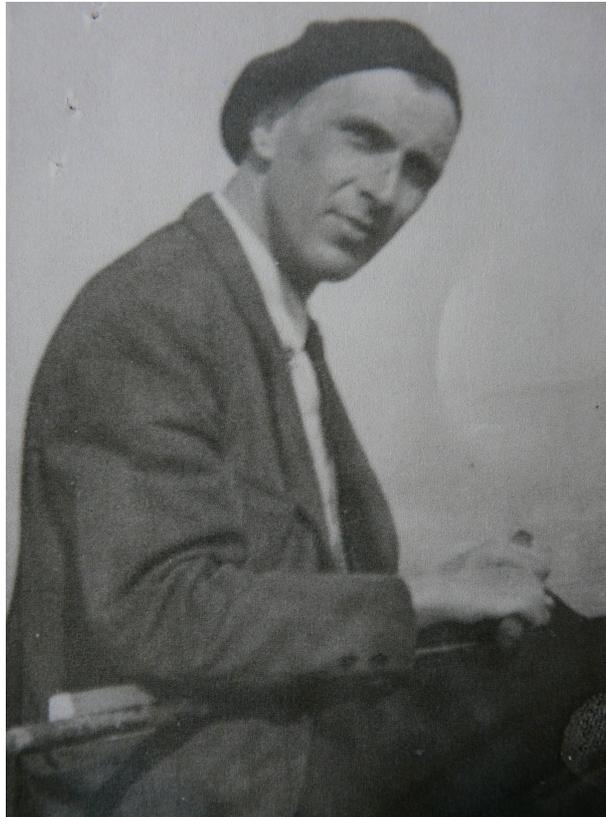
⁵⁰ Louis Botella, “Bernard Pierre (FO)”, *op.cit.*

Pierre Bernard est décédé le 8 mars 1986 à Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais).

Sources : Pierre Bernard, “La Cagoule clermontoise”, *L’Action Sociale*, Organe de l’Union des Cercles d’Études du 4 décembre 1948, n°44; Pierre Bernard, “Techniques de Grève”, *L’Action Sociale* ; Pierre Bernard, “Le Pain, La paix, la Liberté. Trois prisons”, *La Révolution prolétarienne*, n°328, juin 1949; Pierre Broué et Nicole Dorey, “Critiques de gauche et opposition révolutionnaire au front populaire (1936-1938) ; *Le Mouvement social*, n°54, janvier-mars 1966, p. 132 ; Louis Botella, “Bernard Pierre (FO)”, Notice du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français, [en ligne], consultée le 11 juillet 2015 ; Guillaume Davranche, “1948 : Les anarchistes rejoignent à regret la CGT-FO”, *Alternative libertaire*, n°172, 2008; Célian Faure, *Les socialistes rhodaniens sous l’occupation (1940-1944)*, mémoire de fin d’études de l’Institut d’Études Politiques de Lyon, 2003 57 p. [en ligne], consulté le 17 juillet 2015 ; Histoire de la radio en Auvergne [en ligne], consulté le 24 octobre 2015. http://100ansderadio.free.fr/HistoiredelaRadio/_Auvergne/1944.html; Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et le pivertisme*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 228-233 ; Jacques Kergoat, *Marceau Pivert : socialiste de gauche*, Paris, La Découverte, 1994, p. 194-195 ; Lady Henderson”. Notice nécrologique de l’épouse de Mario Nikis, publiée dans la version en ligne du journal *The Telegraph* [en ligne] consulté le 24 octobre 2015. <http://www.telegraph.co.uk/education/3337188/Lady-Henderson.html>; Gilles Lévy, Francis Cordet, *A nous Auvergne !*, Paris, Presses de la Cité, 1981, p. 184.; Livre Mémorial. Fondation pour la mémoire de la déportation. [en ligne] consulté le 1er septembre 2015. <http://www.bddm.org/liv/recherche.php>, Gilles Martinet, “Le groupe de *l’Insurgé* à Clermont-Ferrand”, in *Mémorial de l’Insurgé*, témoignages et documents rassemblés par Marie-Gabriel Fugère, Lyon, Imprimerie nouvelle lyonnaise, 1968, p. 57-58 ; Gilles Martinet, *L’observateur engagé*, Paris, éd. J.-C. Lattès, 2004, 269 p. ; quotidien *La Montagne*, 1938 et 1939; Eric Panthou, “La CGT chez Michelin sous le Front populaire à la lumière des archives de Robert Marchadier et d’Henri Verde”, in Vincent Flauraud et Nathalie Ponsard, sous la direction de, *Histoire et mémoire des mouvements syndicaux au XX^e siècle : Enjeux et héritages*, Nancy, éditions Arbre bleu, 2013, p. 161-182 ; Eric Panthou, “Des militants syndicaux dans les années noires”, in Nathalie Ponsard, sous la dir. de, *Le syndicalisme dans le Puy-de-Dôme de 1864 à 2011*, Clermont-Ferrand, Conseil général du Puy-de-Dôme, 2011, p. 45-54; Eric Panthou, *L’année 1936 dans le Puy-de-Dôme*, Paris, Centre d’Histoire sociale, de recherches, de formation et de documentation de la Fédération de l’Éducation Nationale, 1995, 381 p. ; Fonds Henri Verde, conservé aux archives de la CGT Michelin de Clermont-Ferrand ; Centre d’Histoire de Science Po, Fonds Gilles Martinet, Carton MR 1 : dossier 2 : historique du groupe de Clermont-Ferrand de *l’Insurgé* [ce document est la reprise de l’étude parue dans l’ouvrage *Mémorial de l’Insurgé*]; Dossier de Pierre Bernard pour l’obtention du titre de "déporté résistant", Division des archives des victimes des conflits contemporains (Caen); Lettre d’Albert Paraz à Paul Rassinier, 21 mars 1951, Archives Paul Rassinier, copie aimablement

transmise par Dominique Abalain; Extrait de l'acte de naissance de Pierre Bernard.
Service état civil commune de Saint-Claude (Jura).

Eric Panthou, le 1er janvier 2016



Pierre Bernard. Dossier de Pierre Bernard pour l'obtention du titre de "déporté résistant", Division des archives des victimes des conflits contemporains (Caen).